

Lumière sur l'Assassinat des martyrs de Téra, de Chinagodar et d'Inatès
Une recommandation forte des assises nationales encore dormante



LE NOUVEAU

RÉPUBLICAIN

Hebdomadaire Nigérien
d'Informations Générales



12^{ème} Année
N° 576 du 26 Juin 2025

Prix
300 F CFA

Guéguerre SONIDEP/SORAZ

Abba Issoufou pressenti DG entre la SORAZ et la SONIDEP ?



SORAZ

SOCIETE DE RAFFINAGE DE ZINDER



SONIDEP

Hassoumi Massaoudou, Alpha Barry, Tiéman Hubert et Issoufou Mahamadou chez Ouattara :

Que complotent ces mercenaires et le suppôt de la Françafrique ?



Processus de la Refondation

Issoufou Mahamadou et son clan, vers un forcing à l'ordre constitutionnel ?

Lumière sur l'Assassinat des martyrs de Téra, de Chinagodar et d'Inatès

Une recommandation forte des assises nationales encore dormante

Nombreuses sont les forfaits et les bavures qui ont été perpétrées sous la bannière du PNDS et sans pour autant que justice soit rendue. Et ce, parce qu'à l'époque nous étions dans un régime "s'en-fou" et dictatorial. Aujourd'hui par contre, l'espoir est permis relativement à ladite justice car, les temps ont changé et surtout que les recommandations issues des Assises nationales ont pointé du doigt le cas de la Justice. Bref, les nigériens dans l'ensemble ont soif de justice et attendent impatiemment que lumière soit faite sur pas mal de dossiers alarmants car, le temps passe et ne revient jamais.

L'assassinat des martyrs de Téra, de Chinagodar et d'Inatès reste et demeure l'un des chocs que les nigériens dignes du nom et patriotes continueront de ressentir, d'une part au vu de l'atrocité de ces crimes et d'autre part, parce que quelque part, de par des sources dignes de foi, on apprend que ces assassinats ont été perpétrés avec l'aval de nos siens. C'est justement cette complicité des apatrides qui engendra ces catastrophes par rapport auxquelles jusqu'ici aucune lumière n'a été faite. Et les nigériens restent jusqu'ici sur leur soif de justice ; celle-là qui nous éclairera, qui, nous départagera et situera les responsabilités à quelques échelons que ce soit. Pour rappel, s'agissant de nos FDS tombés sur le Champ d'honneur à Inatès et Chinagodar, nous aurions appris que ceux-ci ont été tués parce qu'ils avaient été liquidés par les apatrides.

D'ailleurs, le privilège qu'avait l'Armée française à l'époque dans les dites zones en dit mieux. En effet, on aurait appris que l'armée française, avait le privilège d'aller et revenir dans les environs sans l'aval de nos FDS qui s'avéraient les maîtres du terrain. Ce qui sous-entendrait que ces mercenaires français avaient le privilège d'opérer



sans être inquiétés et également avaient du coup l'opportunité d'entrer en contact avec les terroristes qui sévissent dans ces zones rouges. Nous aurions appris que l'armée française avait effectué une visite inopinée dans le camp de nos FDS, au cours de la semaine durant laquelle a eu lieu l'attaque dont elles fussent victimes.

Ce privilège d'aller et venir sans informer x ou y ne saurait se justifier surtout, du fait que nos FDS étaient déjà présentes sur le terrain et au-delà parce que l'Armée française bien qu'étant présente dans ces zones n'a jamais eu à inquiéter les terroristes de second rang car, elle-même étant au premier rang. En réalité, depuis la présence des mercenaires français sur notre territoire jusqu'au jour la vérité l'a prise au piège, elle n'a jamais fait cas d'attaque à l'endroit de ces prétendus djihadistes encore moins tuer une seule mouche leur appartenant. Comme quoi, ces terroristes de premier rang et de second rang étaient de connivence dans l'exploitation des richesses que contiendrait notre sous-sol. De source sûre, nous apprenons qu'à Inatès, après l'invasion de nos FDS qui s'y trouvaient, l'orpaillage clandestin a battu son plein dans ladite zone. En réalité, l'armée française était là pour piller nos richesses en lieu et place de nous venir en aide comme elle le prétendait. D'ailleurs, d'une autre source

sûre, nous apprenons que la majeure partie de ces mercenaires n'étaient que des ingénieurs et non des militaires comme voulaient nous le faire croire les artisans du régime déchu et de l'impérialisme. L'on se rappelle du

propos de Bazoum Mohamed à ce sujet lors de la Conférence des cadres qu'il anima le 25 février 2022, comme si c'était hier. En effet, dans son propos au cours de ladite conférence, Bazoum a fait savoir que ces militaires français étaient là pour nous sécuriser et non pour piller nos richesses, il ajoute : « qu'avons-nous d'ailleurs à part l'or et l'uranium comme richesses ? Et que concernant l'uranium, nous étions même tenus de supplier la France dit-il pour qu'elle achète notre uranium ».

Pourtant le 14 février 2022, il accordait en personne, un permis de recherche et d'exploitation à trois compagnies minières espagnoles pour exploitation du lithium à Goteye et à Téra ; et il est important de savoir qu'actuellement, la tonne du lithium tournerait autour de 22 millions cinq cent francs. Imaginez-vous un seul instant combien cela est colossal ? Et bazoum avait apparemment oublié que l'Uranium est en ce 21ème siècle, une matière si prisée surtout que la France même qui se croirait puissante proclamerait sa puissance à cause de cette énergie qu'elle avait monopolisé au Niger. Heureusement qu'aujourd'hui avec le CNSP ce n'est plus le cas.

Assassinat des martyrs de Téra

Au départ, les apatrides avaient voulu jeter l'éponge sur les éléments de la Gendarmerie natio-

nale. Et le haut -Commandant Wakasso en sa qualité d'homme de droit, à l'air serein et imperturbable a sans ambages rejeté en bloc cette fausse accusation. Ce qui lui avait d'ailleurs coûté le prix, de son fauteuil notamment, du poste qu'il occupait. Or, bien qu'étant des profanes en la matière, lorsqu'on voit l'impact des balles qui avaient mis fin à la vie de nos frères martyrs, on se rend évidemment compte que ces balles venaient d'en haut notamment du ciel. Et justement un avion français avait survolé dans la zone et c'est juste après son arrivée que le pire se produisit. On pouvait également entendre à travers une vidéo qui a circulé sur les réseaux sociaux un gendarme nigérien dire à un soldat français, si tu tires sur mes frères, je tire également. Comme quoi, le Haut-commandant Wakasso eut raison de défendre sa corporation qui a toujours su agir avec tact. Après avoir limogé Wakasso, le régime de l'époque de connivence avec l'Armée française finit par accepter que la bavure ne venait pas des gendarmes nigériens et remet aux parents de chaque victime, la modique somme de 50 millions de francs à titre de dédommagement. Nous aussi sommes leurs parents du fait qu'ils sont des nigériens comme nous. Alors, si dédommagement a lieu, c'est au-delà de leurs parents légitimes, toute la Nation qui mérite d'être dédommée car nous avons été tous touchés par ce cataclysme, en tout cas nous patriotes dignes du nom. Et pour ce, nous demandons que lumière soit faite sur tous ces cas d'assassinats afin justement de situer les responsabilités et afin que justice soit rendue. Car, c'est seulement en ce sens, que nous saurons pardonner mais ne jamais oublier. Pour l'instant, nous prions pour le repos des âmes de ces illustres disparus.

Amadou. I

Guéguerre SONIDEP/SORAZ

Abba Issoufou pressenti DG entre la SORAZ et la SONIDEP ?

A première vue, l'information pourrait paraître invraisemblable, irréaliste, au regard sans doute du contexte national actuel. Mais, dans ce Niger actuel, rien n'est impossible, car même les montagnes sont capables de se rencontrer, a fortiori des intérêts divergents, voire contradictoires. On le sait depuis 2011, date du démarrage des activités d'exploitation pétrolière, Issoufou Mahamadou et son clan politico-familial ont eu leur mainmise sur l'or noir nigérien. C'est ainsi que tous les DG de la SONIDEP et les ministres du pétrole étaient du sérail d'Issoufou Mahamadou. Et lorsque le Président Mohamed Bazoum avait osé nommer un de ses proches, Ibrahim Mamane, à la tête de la SONIDEP, l'on avait assisté à une sorte de guerre larvée entre l'entourage de Bazoum et celui de son prédécesseur dont le fils était, à cette époque, le ministre du pétrole. Le niveau abyssal de l'endettement de la SONIDEP vis-à-vis de la SORAZ avait poussé le Président Bazoum à envisager la création d'une nouvelle société pétrolière, Pétroniger, qui aurait le privilège de gérer l'exploitation du pétrole brut acheminé par le pi-



peline Agadem-Cotonou. L'on sait que pour le contrôle de cette nouvelle société, Abba Issoufou Mahamadou, alors ministre du pétrole à cette époque, voulait faire nommer un de ses anciens camarades de classe au Lycée La Fontaine de Niamey, en l'occurrence Ibrahim Diop, en poste à la BAD, à Abidjan, au moment des faits. Mais, le Président Bazoum envisageait d'y envoyer son ami d'enfance, Ibrahim Maman. Cette divergence et l'annulation de certains permis pétroliers attribués par Abba Issoufou étaient à l'origine de la dégradation progressive des relations entre le Président et Issoufou Mahamadou. Aujourd'hui, Abba Issoufou, libé-

ré de prison depuis mars 2025 et exfiltré par le papa Issoufou Mahamadou pour la Turquie, est pressenti, d'après certaines sources, pour être nommé soit, DG de la SONIDEP ou de la SORAZ. Ce qui corroborerait cette information, c'est toujours le manque de transparence dans la gestion du pétrole nigérien dont on ne voit pas où vont réellement les retombées financières avec une SONIDEP de plus en plus débitrice vis-à-vis de la SORAZ et une SORAZ endettée auprès de la CNPC. Dans le pays, les difficultés financières ne sont un secret pour personne, car l'Etat peine même à s'acquitter de ce que l'on appelle les dépenses

de souveraineté. Pourtant, la SONIDEP vend bien les produits raffinés fournis par la SORAZ, tandis que WAPCO/NIGER assure l'exploitation du pipeline Agadem-Cotonou. Mais, avec tout cela, ça galère fort au Niger. Et si Hama Amadou (Paix à son âme !) avait raison, lorsqu'il révélait que le régime de la renaissance d'Issoufou Mahamadou avait hypothéqué le pétrole nigérien pour 20 ans ! Au regard de ce qui se passe dans le secteur pétrolier nigérien, l'on ne peut s'empêcher de croire l'ancienne Autorité Morale du Moden-Lumana/FA !

Sanda

“Raison de beaucoup d'humeur”

Un caractère propre à Issoufou



Celui qui dans la vie, préfère le beau à l'utile finira, comme l'enfant qui préfère les sucreries au pain, par se gâter l'estomac et par regarder le monde avec beaucoup d'humeur”, Cite Nietzsche. Ce passage me rappelle Issoufou Mahamadou ; lui qui s'est investi dans la construction des édifices pour la beauté des

choses qui l'attirent, que de miser dans l'utile notamment les projets alarmants et susceptibles de booster le développement de la Nation. Comme le disait l'autre analyste : “Il ne faut surtout pas confondre le modernisme au développement”. Et c'est l'illusion qu'Issoufou a semé dans l'esprit des nigériens tout en oubliant que le Nigérien même ceux de la campagne sont habitués aux buildings et autres... Ils connaissent même mieux les métros que les trains qu'Issoufou a voulu nous imposer, pour avoir eu la chance de goûter à l'exode ; chose qui les emmena à visiter même l'occident. Pire, c'est dans cet élan qu'évoluent nos autorités

actuelles. Plus attiré par l'argent, la frime que le succès, Issoufou pris pour prétexte la réalisation de ces gigantesques bâtiments et routes encore inachevées pour la plupart ; afin notamment de piller le bien du contribuable et s'offrir la bourgeoisie.

Et ce, à travers la surfacturation des coûts des travaux publics réalisés pour la plupart sur le dos du contribuable. Comme exemple, nous pouvons citer la voie ferrée “d'Issoufou-Bolloré”, le boulevard Tanimoune qui aujourd'hui est même en pleine réfection et justement parce que cette route a été mal conçue ; et les différents ronds-points de la capitale réalisés

grâce au sponsoring de certaines institutions.

D'ailleurs présentement, notamment avec le CNSP, ces ronds-points sont en train d'être réhabilités pour sans nul doute avoir mal été également mal conçus. En somme, au-delà d'avoir arnaqué le peuple nigérien, Issoufou n'a pas tenu promesse quant à la réalisation de ces projets à travers lesquels il a voulu berné les nigériens. Alors, pourquoi la plupart de ces projets n'ont pas été achevés ? Issoufou en sait mieux que quiconque. En lieu et place de Niamey Nyala, il nous a laissé Niamey Koga et même ih zi ba.

Amadou. I

Hassoumi Massaoudou, Alpha Barry, Tiéman Hubert et Issoufou Mahamadou chez Ouattara :

Que complotent ces mercenaires et le suppôt de la Françafrique ?

Le Sahel, depuis près de deux ans, à la suite de coups d'Etat qui se sont passés au Mali, au Burkina Faso puis au Niger, ont amorcé une révolution sur fond de souverainisme, se battant pour instaurer des Etats plus modernes et libres. Mais cette ambition, noble après tout, n'est du goût de tous. Et d'abord de ceux à qui, ce choix politique fera tout perdre dans ses pays et ceux qui, des nôtres, complices de l'impérialisme, se savent rede-
vables vis-à-vis de l'impérialisme pour le servir contre leur pays. Ils n'ont pas de choix du reste car ils doivent la gestion de l'Etat par le soutien des puissances étrangères à qui ils donnaient toutes les faveurs et des facilités pour exploiter nos ressources et même pour s'installer sur nos territoires pour une nouvelle occupation militaire qui signe une néo-colonisation par laquelle nos Etats devraient définitivement sombrer dans le sous-développement et donc la dépendance qui justifiera leur domination totale. Mais cette adversité est tout à fait compréhensible, quand il s'agit de celle de certains de compatriotes des Etats du Sahel, généralement désignés sous le vocable peu flatteur d'ennemis intérieurs qui – quand les premiers sont dits extérieurs – reste la plus sournoise et la plus impardonnable. Lorsque des nationaux se mettent en intelligence avec l'ennemi, ne pouvant pas avoir de pudeur pour s'afficher avec lui au grand jour, c'est qu'ils sont décidés à assumer leur choix pour en assumer les conséquences, et toutes les conséquences. La semaine dernière, sur un poste d'Ibrahim Maiga, journaliste et activiste des réseaux sociaux, l'on apprenait que trois opposants aux régimes de Niamey,



Bamako et Ouagadougou, en grand touristes partaient à Abidjan, le pays de Ouattara, là où il y a quelques jours, l'ancien président nigérien partait et profitait pour rencontrer Ouattara, mettant peut-être ses bons offices au service de Niamey mais aussi, faut-il y croire, pour faire d'une pierre deux coups, en posant là les jalons de quelques combines pour lesquelles beaucoup d'analystes avaient suspecté cette visite que rien ne justifiait quand on sait comment, à la suite du coup d'Etat, sa relation avec bien de Chefs d'Etat dont l'Ivoirien, s'était rendu inféquentable, du moins selon ce qu'une presse française rapportait sur ses relations avec ses anciens pairs de la région d'être le début d'une combine.

On apprend de ce post, qu'en « Côte d'Ivoire, [au] congrès du parti de Ouattara [l'on peut voir les trois personnages, à savoir] Alpha Barry, ancien ministre des Affaires étrangères et aujourd'hui terroriste recherché par le Burkina, assis côte à côte avec l'ex-ministre nigérien des Affaires étrangères Hassoumi Massaoudou, lui aussi recherché par le Niger pour faits de terrorisme et Tiéman Hubert Coulibaly, ex-ministre des affaires étrangères du Mali, aussi recherché dans son pays ». Et au journaliste de conclure : «

ADO est un terroriste ! ». Et pour cause, l'ami de mon ennemi est mon ennemi. Comprendre qui pourra. Tout est dit. Et c'est là que partait l'ancien président pour parler de cet homme, alors qu'officiellement, il serait du côté du CNSP, sinon de Tiani à qui le dirigeant ivoirien a eu la pire des adversités, solidaire de la cause d'un certain Bazoum Mohamed pour lequel il se disait prêt à mobiliser le millier de soldats pour attaquer le Niger. Lorsque les partis politiques sont dissous dans nos pays, que partaient-ils chercher là et au nom de qui ou de quel parti politique partaient-ils là ?

Le rôle de déstabilisateur que l'on prête au président ivoirien, aujourd'hui sort au grand jour et personne ne peut en douter. Les trois pays de l'AES doivent donc se méfier du personnage et c'est pourquoi, pour ne plus avoir de prétexte à converser avec lui, ils doivent, dans les brefs délais, avoir leur propre monnaie pour ne plus avoir affaire avec la BAD, la BCEAO et l'UEMOA qui semblent être les instruments par lesquels le bonhomme se fait important et incontournable pour se vanter de ce que l'on serait face à des difficultés, l'on sera bien obligé de le rencontrer, presque la queue entre les quatre pattes, pour quémander ses faveurs à avoir

les services de ces institutions néocoloniales.

Pire, quand des structures de l'Union Européenne, mettent la Côte d'Ivoire sur une liste de pays par lesquels passe le financement du terrorisme, l'on ne peut que se méfier davantage de l'homme et de son pays parce que pouvant avoir un grand rôle dans le désordre que l'on observe dans la région et surtout au Sahel. L'AES peut donc voir ses « opposants » dans les faveurs du président ivoirien qui est, peuvent dire les détracteurs de l'homme aux quatre mandats qui ne gênent pas Paris, le représentant officiel d'Emmanuel Macron en Afrique de l'Ouest, l'homme à tout faire qui gagne ainsi le prix de sa soumission avec des mandats anticonstitutionnels anormaux mais normalisés. Quels coups préparent-ils là ? En tout cas l'on a un signe évident que l'on ne puisse plus blaguer avec ces acteurs qui ont décidé de combattre leurs pays, allant se mettre en complicité avec la force impériale.

C'est à croire que les pays de l'AES envoyaient leurs représentants pour légitimer le coup de force de Ouattara pour un quatrième mandat-totem que la France s'empresse de combattre ailleurs mais qu'elle peut bénir ici, envoyant ses ouvriers pour offusquer les dirigeants sahéliens. Parmi eux, ainsi que nous les avons cités plus haut, il y a un ex-nigérien, le sieur Massaoudou qui, pour ses connivences avérées avec l'ennemi, avait été déchu de sa nationalité nigérienne, marchant entre la France et la Côte d'Ivoire, couvert d'une nationalité de secours, la française qu'Emmanuel Macron lui donnait pour le couvrir de cajoleries dérisoires. Mais l'on peut imaginer, quand on voit les visages, que leur po-

*Processus de la Refondation***Issoufou Mahamadou et son clan, vers un forcing à l'ordre constitutionnel ?**

sition n'est pas heureuse malgré les soutiens qu'ils peuvent avoir là, des pays pouvant leur manquer aujourd'hui, et avec eux, des chaleurs humaines autour de familles désormais lointaines et d'amitiés qu'ils avaient là, avant de vivre ces déboires qui ont aujourd'hui chambouler leur existence réduite à l'errance. Sans doute, peuvent-ils aujourd'hui savoir combien il est important d'avoir un pays et de s'en réclamer. Ils sont ainsi devenus, par leurs fautes, comme ces déchets plastiques que les vents emportent, sans territoire ni destination, s'accrochant dans le meilleur des cas, à quelques arbres rabougris dont ils viennent, par le feuillage plastique qui les couvre, humilier artistiquement, l'aridité qui désole leur environnement.

Être Nigérien, Malien, ou Burkinabé est un prestige qu'ils ont perdu pour n'être que ces Fama, vivant les vicissitudes de la vie politique. Les trois compères qui se cherchent une couronne de héros de paille chez nos imposeurs, sont aujourd'hui réduits en ces hyènes errantes des récits de Djado Sékou, griot nigérien, qui, perdues dans les savanes sahéliennes, comme déchirées par un drame cornélien, ne savent plus où vivre : au village les berges ont des comptes à leurs régler alors qu'en brousse elles risquent d'être la proie facile d'autres carnassiers. L'exil est dur. Et le manque de chez soi montre bien que chez l'autre, on ne se sent jamais assez bien quel que soit le confort dont on vous entoure pour vous faire oublier vos échecs.

L'AES doit donc savoir qui est, pour elle, et pour l'Afrique, le sieur Ouattara, le dernier valet aux zèles débordant qui cherche à agenouiller l'Afrique.

ISAK

Ces derniers temps, les coulisses vont bon du côté de la résidence de Kombo, le maître des lieux étant à la baguette pour renouer avec son vieux dada, à savoir les petites combines politiques dans lesquelles il est passé maître.

En effet, sans doute, l'actuel processus de la Refondation mené de main de maître par le Président du CNSP, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani, aura ruiné tous les espoirs de ceux qui pensaient que, très vite, ils reviendraient au pouvoir après une brève transition. Rappelez-vous, au lendemain des événements historiques du 26 juillet 2023, d'après un ancien ministre béninois des Affaires étrangères, la durée de six (6) mois de la transition nigérienne proposée par la médiation algérienne aurait été, apprend-on, inspirée par Issoufou Mahamadou. Malheureusement pour lui, de nouvelles donnes étaient apparues pour contrarier tous ses plans fourrés destinés à instrumentaliser cette transition dans le sens de ses intérêts politiques. Grâce à une forte adhésion populaire sans précédent dans l'Histoire du Niger contemporain, le CNSP avait su trouver l'énergie et l'inspiration nécessaires pour inverser un contexte sociopolitique et géopolitique défavorable en un atout décisif avec la création, en septembre 2023, de l'Alliance des Etats du Sahel (AES), puis en juillet 2024, de la Confédération de l'AES. Auparavant, en janvier 2024, les trois Etats de l'AES prenaient la décision historique de quitter la CEDEAO. Désormais libre de toutes contraintes régionales, le Niger du CNSP pouvait sereinement envisager son avenir politique et institutionnel avec ses alliés de la Confédération de l'AES. Cela s'était traduit dans la réalité par la tenue des Assises nationales de la Refondation qui ont défini le nouvel agenda po-



litique national qui conférait un mandat de cinq ans au Président du CNSP, modulable en fonction de l'évolution de la situation sécuritaire nationale. Ensuite, il y a eu l'élaboration de la Charte de la Refondation qui devait orienter la conduite du processus de la Refondation. Puis, il y a eu la mise en place du Conseil Consultatif pour la Refondation (CCR) et la nomination de ses membres. Entretemps, les partis politiques existants au Niger avaient été dissous. On peut le voir, ce n'était point de la blague ou du théâtre, les intentions réelles du CNSP de tourner véritablement la page du système démocratique classique dans le pays. Peu à peu, les pièces du puzzle de la Refondation se mettaient en place.

Et patatras, ayant sans doute compris que le CNSP était sur le point de réussir son pari de diriger le Niger sans la vieille classe politique nationale, le stratège de Dandadji avait été obligé de sortir de sa tanière pour tenter d'influer à nouveau sur le cours des événements au Niger ! Alors, pour cela, pour réussir son coup, il fallait d'abord créer toutes les conditions possibles pour accroître les difficultés sur le Niger dans l'espoir de faire se soulever les populations nigériennes contre le pouvoir actuel pour demander la tenue d'élec-

tions générales dans le pays. La dernière crise énergétique vécue par les habitants des régions du fleuve, les plus grands soutiens du CNSP, aurait fait partie de cette funeste stratégie destinée à rendre cet organe militaire impopulaire aux yeux de ses soutiens de la première heure. C'était un plan machiavélique conçu par le stratège de Dandadji dans le seul but de manœuvrer pour un retour rapide du pays à un ordre constitutionnel.

D'après le Président du Burkina-Faso, le Capitaine Ibrahim Traoré, un des Etats de la Confédération de l'AES est sur le point de fausser compagnie aux deux autres Etats. Pour certains observateurs, il ne pourrait que s'agir des manœuvres d'un certain Issoufou Mahamadou qui a vu tous ses plans être contrariés par l'adhésion du Niger à l'AES. Il est clair que, tant que le Niger restera membre de cette Confédération, tout retour à l'ordre constitutionnel ne pourra se faire avant un certain relativement long (10 ans).

Voilà, en réalité, toute l'inquiétude qui se serait emparée d'Issoufou Mahamadou pour tenter de torpiller l'appartenance du Niger à l'AES !

Cependant, le CNSP et son charismatique Président ne sont pas nés de la dernière pluie et savent pertinemment que les Nigériens sont à fond derrière la Confédération de l'AES, et par conséquent, ils ne veulent entendre parler de la CEDEAO. Ensuite, les Nigériens se sont aussi clairement exprimés en acquiesçant à la recommandation des Assises nationales de prolonger l'aventure avec le CNSP pour encore une décennie.

C'est déjà sans doute trop tard pour Issoufou Mahamadou !

Sanda

L'Occident et le néonazisme de la nouvelle génération

Aujourd'hui, le néonazisme qui lève la tête en Occident orwellien, n'est guère à l'image de celui ancré dans l'imaginaire collectif : il est aussi éloigné du nazisme traditionnel que le néo-libéralisme est éloigné de la théorie libérale.

Le néonazisme dans sa forme la plus dangereuse ne réside nullement dans les êtres primitifs se tatouant la tête d'Adolf Hitler sur leurs poitrails et s'exhibant sur internet sur fond de drapeaux à croix gammée. Ni dans les foules constituées de ces derniers et facilement identifiables, marchant en rang à la tombée de la nuit à la lumière des flambeaux levés et criant à leur propre gloire - comme on les voit de plus en plus en Ukraine depuis 2014. Cette tranche d'extrémistes ne constitue que la partie la plus inoffensive du néonazisme, car porteuse que de capacités intellectuelles résiduelles.

La forme la plus dangereuse du néonazisme est celle de la nouvelle génération qui est constituée non pas de primitifs, mais d'élites politico-financières occidentales convaincues non seulement du caractère exceptionnel de leur mode d'existence et du modèle sociétal qu'ils comparent tout au mieux dans leur tête, voir à voix haute à un « jardin fleuri », mais surtout de l'infériorité quasi-génétique de toutes autres formes sociétales qui ne sont donc que des « jungles » et doivent être traitées comme telles.

La majeure partie d'entre eux, faute du manque abyssal de connaissance de l'histoire, seraient fort étonnés d'apprendre qu'ils sont de véritables porteurs de l'idéologie néo-nazi. Pour que leur étonnement soit rapidement dissipé, il leur suffit d'ouvrir les livres d'histoire et d'apprendre les concepts idéologiques et l'argumentation de leurs aïeux des années 20 du siècle passé et de constater que sur un grand nombre de points ils ne sont que le reflet contemporain dans le miroir modernisé de ces derniers.

A l'instar des idéologues du IIIème Reich, tels que Alfred Rosenberg (pendu en 1946), les idéologues arrivés aujourd'hui au pouvoir en Occident collectif prônent d'une manière peu dissimulée la suprématie du modèle occidental sur le reste de la planète.

Les expressions, tels que « L'Europe est un jardin, le reste du monde une jungle, qui pourrait l'envahir » de Josep Borrell, l'ancien haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, vice-président de la Com-



mission européenne, ne sont guère différentes des narratifs propagés depuis les tribunes nazies sous le IIIème Reich.

Kaya Kallas, l'ancienne première ministre du gouvernement chauviniste estonien qui a été propulsée par les idéologues du nouveau régime paneuropéen pour reprendre les fonctions de Josep Borrell parti en repos mérité, a apporté sa pierre à l'édifice du « Nouvel Ordre Européen ». Notamment en août 2022, en affirmant (via son compte Twitter) que juste « visiter l'Europe [c'est-à-dire même en simple touriste] – c'est un privilège [pour les non occidentaux] et non pas un droit de l'homme ».

En parlant de cette estonienne, quel est le rapport des trois petits pays baltes, membres de l'Union Européenne – Estonie, Lettonie et Lituanie – vis-à-vis du régime nazi du IIIème Reich ?

Il est très simple : parallèlement à la « condamnation » officielle, chacun des trois pays en question organise de régulières manifestations et parades annuelles de glorification des divisions de la Waffen-SS et d'autres unités baltes des bourreaux au sein de l'armée et forces d'occupation nazies durant la seconde guerre mondiale. Des manifestations et parades parfaitement autorisées et grandement soutenues par les autorités tant au niveau local que national.

De quelles unités baltes parlons-nous ? Il s'agit de la 15ème et de la 19ème division des volontaires lettons de la Waffen-SS; de la 20ème division des volontaires estoniens de la Waffen-SS; du Kommando Arajs de la police auxiliaire lettone, entièrement composé de volontaires et responsable du meurtre d'au moins 30.000 personnes, ainsi que des bataillons



de Polizei lituaniens ayant assassiné près de 100.000 juifs, dont 9.200 juifs dans la seule journée du 29 octobre 1941 (à ne pas confondre les juifs d'époque avec ceux de la politique de l'état d'Israël de nos jours).

Parallèlement aux dites manifestations, une campagne d'une complète destruction de l'ensemble des monuments dédiés aux soldats russes morts au combat contre le nazisme sur les territoires des pays baltes, y compris des monuments se situant sur les tombes des soldats, a été organisée et, à l'heure d'aujourd'hui, s'est achevée pratiquement à 100%. La destruction des monuments est accompagnée de l'interdiction totale par les autorités baltes non seulement de la commémoration du jour de victoire, le 9 mai, mais de l'interdiction sous peine de poursuites judiciaires même du dépôt de fleurs sur les lieux des monuments détruits.

Les actuels idéologues de l'UE, sont-ils au courant des gravissimes dérives baltes ci-dessus citées ? La réponse : parfaitement au courant. Quelle est leur réaction ? Elle est inexistante.

Aujourd'hui, en dehors du néonazisme florissant sur le sol des 3 pays baltes, nous faisons face à une véritable réhabilitation juridique du nazisme en Union Européenne.

Déjà en 2020, le criminel de guerre Lev Rupnik, chef du gouvernement collaborationniste pronazi de Slovénie (à ne pas confondre avec Slovaquie) durant la seconde guerre, condamné par un tribunal yougoslave et fusillé en 1946 – a été officiellement réhabilité. La condamnation a été annulée sous le prétexte de « violation des normes procédurales » en 1946. Soit, s'il vivait de nos jours, ce bourreau qui a organisé la déportation des juifs vers les camps de concentration et la

tuerie de tout résistant à l'occupation nazie – aujourd'hui, il serait acquitté et s'en sortirait qu'avec, peut-être, une peine symbolique du port d'un bracelet électronique.

De même que les thèses guère extrémistes et qui n'ont rien à voir avec l'idéologie nazie de l'ouvrage « Das Dritte

Reich » (Le Troisième Reich), écrit en 1923 par Arthur Moeller Van den Bruck*, ont été très gravement perverties par les national-socialiste allemands, au point que l'ouvrage lui-même est devenu le livre de chevet d'Adolf Hitler (le 30 avril 1945, Hitler se donne la mort dans son bunker ; sur son bureau, un livre dédié par son auteur est ouvert : « Le Troisième Reich » de Moeller Van den Bruck) - les idées initialement parfaitement saines des fondations de l'Union Européenne ont été gravement perverties par des générations politiques se succédant, l'une se situant dans un stade de dégénérescence morale plus avancée que la précédente.

Aujourd'hui, nous arrivons à une étape culminante dans laquelle l'Union Européenne commencera soit à se désintégrer, soit à muter dans un régime néo-totalitaire, dont le gigantesque appareil du « ministère de la Vérité » orwellien déjà mis en place s'occupera de la propagande auprès des masses du simulacre de la réelle démocratie et du simulacre de la réelle opposition politique qui n'existeront que d'une manière formelle, afin d'afficher la prétendue démocratie et la liberté de choix.

* Moeller van den Bruck, le théoricien politique allemand, connaissait un grand intérêt des nazis vers son ouvrage, a bien laissé des messages avant sa mort en 1925, afin d'avertir le monde du danger du national-socialisme :

« L'idée d'un Troisième Empire pourrait bien se révéler la plus funeste de toutes les illusions »,

« Il [Adolf Hitler] fera de notre nation de philosophes et de poètes un peuple de criminels et d'assassins ».

Oleg Nesterenko
Président du CCIE
(Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne)



Gestion du foncier rural

Une délégation d'experts Tchadiens dans notre pays pour s'inspirer des bonnes pratiques nigériennes

Dans le cadre du renforcement de la dynamique de ses actions de plaidoyer pour l'amélioration de la gouvernance foncière au Tchad, une délégation tchadienne a effectué un voyage d'échange d'expériences au Niger du 23 au 24 Juin 2025. L'objectif de ce voyage était d'échanger avec l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus de la réforme foncière au Niger pour s'inspirer de leur expertise. La délégation tchadienne, conduite par le Direc-

teur Général du cadastre, Président du comité multi-acteurs, Idrissa Bachar Kary, est composée de sa majesté, le sultan Mahama Moussa Bézo, représentant de la chefferie traditionnelle, le Directeur Général du développement pastoral Youssouf Ali Djorkodey, le Vice-président du comité multi-acteurs représentant les OSC, Souwainie Adouwa Souwainie et le Conseiller Juridique du ministère en charge de l'agriculture Amigui Djounoumbi.

La visite de la délégation tchadienne dans notre pays porte sur la question foncière, avec un accent particulier sur la sécurisation des droits fonciers des producteurs ruraux et s'inscrit dans le cadre de l'élaboration d'une politique foncière nationale au Tchad visant à s'inspirer des expériences nigériennes en matière de gouvernance foncière.

Dans la matinée du lundi 23 juin 2025, la délégation tchadienne s'est entretenue avec le ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, Mahaman Elhadj Ousmane, sur le but de leur déplacement. Selon le chef de la délégation tchadienne, la mission "vise à s'inspirer du modèle nigérien de gestion pacifique et durable des ressources foncières".

M. Idrissa Bachar Kary s'est dit "très confiant des résultats au regard des dispositions prises par le Secrétariat Permanent du Code Rural et les échanges prévus avec toutes les parties prenantes". Quant au ministre Mahaman Elhadj Ousmane, il a réaffirmé la disponibilité des autorités nigériennes à partager les expériences surtout sur les aspects institutionnels et l'emprise de la chefferie traditionnelle sur foncier rural.

Dans l'après-midi, la délégation tchadienne a rencontré Genot Luc, représentant a.i de la FAO au Niger, qui a expliqué à la délégation le rôle crucial que la FAO joue dans la gestion des questions foncières au Niger. L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a soutenu l'Etat du Niger dans l'élaboration de sa politique foncière rurale [le processus de préparation des états généraux du foncier], la promotion de la sécurisation foncière et le renforcement des capacités des acteurs locaux en organisant des formations et des ateliers pour sensibiliser et informer sur les enjeux fonciers et les bonnes pratiques.

La dernière rencontre de la journée du lundi 23 juin 2025 s'est déroulée à la GIZ, entre la délégation tchadienne et les partenaires techniques et financiers impliqués dans la gouvernance foncière au Niger. Elle a été présidée par le coordinateur adjoint de GIZ, Dr Sani Mamadou Abdou, qui a souligné le rôle crucial joué par les partenaires techniques et financiers (PTF) dans le secteur foncier au Niger.

Au cours des discussions, les membres de la délégation tchadienne ont fait l'état de lieu de la situation foncière dans leur pays. Selon Idriss Bachar Kary, le Tchad et le Niger partagent en commun de nombreuses réalités socio-économiques et environnementales. Les experts tchadiens ont soulevé plusieurs inquiétudes, notamment sur la contribution des PTF à la gestion du foncier au Niger et la collaboration entre l'Etat, les OSC et les PTF. Répondant à ces préoccupations, Dr Sani Mamadou leur a présenté plusieurs facteurs ayant



contribué aux avancées du foncier au Niger, notamment le lobbying auprès de l'Etat pour faire connaître l'importance de la question, l'implication d'acteurs clés tels que les OSC, les chefs coutumiers et religieux ainsi que les efforts déployés en faveur de l'adoption du Code rural.

Dans la matinée du mardi 24 juin 2025, la délégation tchadienne a rencontré la plateforme paysanne du Niger. L'objectif de cette visite était de s'enquérir des stratégies nigériennes ayant permis d'harmoniser les interventions des PTF, de mutualiser les outils, les projets et méthodologies mis en œuvre depuis 2013.

Pour Djibo Bagna, président du Conseil d'Administration de la Plateforme Paysanne, cette rencontre est une étape décisive dans une gouvernance foncière de tout pays. "Nous allons partager avec vous le chemin que nous avons parcouru, les opportunités, les obstacles que nous avons rencontrés et quelques leçons que nous avons tirées. Je dois affirmer que nous avons eu une bonne collaboration avec le secrétariat permanent du Code rural, qui représente l'Etat dans le dispositif. Nous avons eu aussi l'accompagnement des partenaires qui se sont mis en consortium pour nous aider", a indiqué Djibo Bagna.

Prenant la parole après la présentation du contexte, le chef de la délégation tchadienne a reconnu que le Niger a une longueur d'avance par rapport à leur pays. "Vous avez déjà élaboré votre politique foncière, il y a une instance qui s'occupe du Code rural qui est très avancée. Toutes les institutions qu'on a rencontrées sont à la hauteur de nos attentes", a dit Kary.

Dans l'après-midi, les experts tchadiens ont rencontré successivement le Collège des Femmes du Niger dirigé par Hima Fatimatou et l'Association des Chefs Traditionnels du Niger (ACTN) pour des échanges fructueux.

Au niveau du Collège de Femmes,

cio-culturelles et coutumières, rappelle-t-on.

En fin de journée, la délégation a eu un tête-à-tête avec l'Association des Chefs traditionnels du Niger, garants des coutumes et traditions relatives à la terre et intervenant dans la résolution des conflits fonciers ainsi que dans la médiation des différends.

Lors des discussions, le Sultan Mahama Moussa Bézo, représentant de la chefferie traditionnelle du Tchad, a exposé les différents obstacles auxquels ils font face. La question centrale était l'implication de la chefferie dans le processus d'élaboration de la politique foncière au Niger et l'approche de résolution des litiges en cas d'incompréhensions sur le foncier.

"Nous intervenons, en tant que médiateurs, pour résoudre les conflits fonciers, que ce soit entre agriculteurs et éleveurs ou au sein d'une famille. Nous assurons aussi la gestion des terres coutumières, car nous sommes dépositaires des règles coutumières relatives à la terre. Nous veillons à leur respect et à leur application au sein des communautés", a expliqué un des représentants de la chefferie traditionnelle du Niger.

Ces différents échanges vont permettre aux acteurs tchadiens de s'inspirer des expériences nigériennes, notamment en matière de mise en place du Code Rural, et d'adapter les expériences nigériennes à la réalité tchadienne.

A l'issue des travaux, le ministre Mahaman Elhadj Ousmane a offert un cocktail à la délégation tchadienne, sanctionné par la remise de cadeaux offerts par Dr Aboubacar Saidou Agali, ancien responsable de l'élaboration de la politique foncière rurale du Niger (PFRN). Le Niger a mis en place son Code Rural en 1993, un dispositif original qui a permis de sécuriser les droits des agriculteurs et éleveurs et de rationaliser la gestion du foncier, rappelle-t-on.

A. Hamidou



« Le guetteur »

« Le guetteur »

« Le guetteur »

Surcharge des véhicules de transports

Interdire également la surcharge des personnes

Au Niger malgré, les progrès scientifiques et techniques notamment, le développement du transport, celui-ci se fait chez nous encore dans des conditions qui restent à désirer. Aucun ouf de soulagement pour les passagers! Non seulement, la plupart des véhicules de transports des personnes sont désuets mais également ils sont surchargés. Il suffit juste de faire

un saut dans nos auto-gares ou d'emprunter ces véhicules de transports classiques pour s'en rendre compte. Des sièges prévus pour 4 personnes et sur lesquels on exige à 5 personnes de s'asseoir malgré le malaise et les risques que la pratique engendre. Bref, les chauffeurs de ces véhicules entassent les passagers comme des objets. Et ce qui est choquant, c'est que le phénomène a lieu au vu

et au su de tous notamment, les autorités censées le stopper. Cette pratique faut-il le rappeler ne date pas d'aujourd'hui, et n'est malheureusement pas sans conséquences. Nous ne sommes pas sans savoir que la surcharge est interdite et représente un véritable facteur de dégradation de la route. Alors pourquoi s'en tenir seulement aux véhicules qui transportent les marchandises

? Or, les véhicules transportant les personnes aussi sont concernées. Nous invitons de ce fait, les autorités compétentes notamment celles de l'heure à mettre fin à ces pratiques nocives notamment pour garantir la libre circulation des biens et des personnes mais aussi pour garantir la durabilité de nos routes.

Amadou. I

L'interview fictive

L'interview fictive

Le journaliste : Excellence, depuis que vous avez engagé la mesure mettant fin à la bavure qui a prévalu dans le domaine du foncier, certains habitants de la capitale ne savent plus à quel saint se vouer.

Le Président : Mais que veux-tu M. le journaliste, c'est la refondation qui bat son plein.

Le journaliste : Excellence vous dites ?

Le Président : Je dis silence, nous construisons le pays. Ou n'as-tu jamais entendu parler de Labu sanni no ou Zanke kassa ne ?

M. le journaliste : Si si je vois bien excellence, car vous avez même traduit le slogan en Peulh ; Halo lady non. Voilà que vous convergez avec moi. Alors, c'est donc ça la refondation ?

Le Président : M. le porte-parole du peuple il me semble que vous êtes un envoyé du peuple et un envoyé spécial.

Le Journaliste : Non non ex-

cellence, je cherche juste à comprendre les choses. Alors, quelle est la solution que vous avez prévue pour mettre fin à toute cette bavure du foncier.

Le Président : M. le journaliste, vous semblez revenir à de meilleurs sentiments ; comme vous pouvez le constater, nous avons au préalable mis aux arrêts certains malfrats du domaine pendant que d'autres sont en fuite. Concernant la phase suivante, les tracteurs sont d'ores et déjà à pied d'œuvre.

Le journaliste : Absolument Excellence, car à l'heure actuelle certains habitats de la capitale sont en ruine notamment ceux de la ceinture verte où aujourd'hui c'est le désert qui prévaut au vu du concassage dont sont victimes les innocents propriétaires de ces constructions.

Le président : Alors, que veux-tu ? C'est cela la refondation. On ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs.

Le Journaliste : Mais pourtant, les citoyens trouvent injuste votre décision de déguerpir sans mesures d'accompagnement.

Le Président : C'est tout à fait normal ; car c'est la situation qui l'exige et pour ce, je leur demande de faire preuve de résilience.

Le Journaliste : Mais Excellence, à cette allure, pensez-vous que le peuple peut tenir à cette allure ?

Le président : A quelle allure veux-tu dire ?

Le journaliste : Et bien excellence, depuis un certain temps, le peuple chuchote que vous avez changé d'allure, en tout cas depuis dit-il, depuis que vous avez été promu au grade de Général d'Armée et en qualité de Président de la République. Bref, depuis le 26 Juillet 2024 : date à laquelle le peuple nigérien vous a confié sa destinée.

Le Président : Ah bon vou-

lez-vous donc dire que j'ai changé d'allure ?

Le Journaliste : Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le peuple souverain qui le dit.

Le Président : Ah bon !

Le journaliste : Ah oui !

Réalisée par Amadou Ibrahim

LE NOUVEAU RÉPUBLICAIN
Hebdomadaire Nigérien d'Informations Générales

Quartier Terminus :
RCCM-NI-NIA-1890 - NIF: 46352/S
Email : lenouveaurepublicain@yahoo.com

Promoteur
M. Amadou Oumarou Cissé
Contacts: 96 96 97 16 / 91 17 77 77

Directeur de Publication
Amadou Ibrahim : 99 19 39 87

Conseiller
Hama Tchouso : Tél. : 96 26 13 81

Rédaction:
Badjé Hassane
Taweye
Amadou Ibrahim
Sanda Kouma

Service Commercial & Publicité:
Hassane Djibo Tél. : 94 94 63 61

Infographie
Stanislas G. BODJRENOU

Tirage:
8 pages 1.000 exemplaires
sur les presses de La GIN 96 96 97 16